

DANS L'ACTUALITE du 30 septembre au 2 octobre 2014

Textes officiels

JORF n° 0228 du 2 octobre 2014

Taxis et aux voitures de transport avec chauffeur

[Loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur \(1\)](#)

JORF n° 0227 du 1 octobre 2014

Fixation des plafonds de loyer, de prix et de ressources applicables pour le régime du logement intermédiaire

[Décret n° 2014-1102 du 30 septembre 2014 relatif aux plafonds de loyer, de prix et de ressources applicables au logement intermédiaire](#)

Nomination au conseil de surveillance de la Société du Grand Paris

[Décret du 29 septembre 2014 portant nomination au conseil de surveillance de la Société du Grand Paris](#)

JORF n° 0226 du 30 septembre 2014

Alur : rectificatif

[Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové \(rectificatif\)](#)

Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel admet la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit de l'article L. 173-12 du code de l'environnement, relatif à la transaction pénale sur l'action publique en matière environnementale

[C.Constit. 26 septembre 2014 Association France Nature Environnement, décision n° 2014-416 QPC](#)

Instruction

Risques naturels et hydrauliques pour 2014-2015

[Instruction NOR DEVP1418634J du Gouvernement du 22 septembre 2014 relative aux thèmes prioritaires d'actions nationales en matière de risques naturels et hydrauliques pour 2014-2015](#)

Jurisprudence

Le juge peut écarter le contrat s'il existe des circonstances ayant un lien direct entre le manquement grave aux règles de passation et les circonstances particulières dans lesquelles cette illégalité a été commise

[CE 29 septembre 2014 société Grenke location, req. n° 369987](#)

[CE 29 septembre 2014 société Grenke location, req. n° 370643](#)

La garantie de parfait d'achèvement prévue au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux permet une large réparation

[CE, 29 septembre 2014 commune de Nantes, req. n° 370151](#)

Nature et étendue du contrôle par le CE de l'appréciation des risques liés à l'exploitation d'un parc éolien et substitution de son appréciation à celle effectuées par le Préfet

[CAA Marseille du 26 septembre 2014 société centrale éolienne des Ombrens et société centrale éolienne de la Sorbière, req. n° n°13MA00062](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Anne Hidalgo veut grouper les commandes publiques des capitales européennes

[La maire de Paris Anne Hidalgo \(PS\) a proposé mercredi 1er octobre aux maires des capitales européennes réunis à Rome de grouper certaines de leurs commandes publiques, afin de réaliser des économies d'échelle, annonce la mairie dans un communiqué.](#)

Source : le Moniteur du 02/10/2014

Simplification des marchés publics : ce qu'en dit le DAJ de Bercy

[Quelques heures après leur entrée en vigueur, Jean Maïa, directeur des affaires juridiques de Bercy, a commenté les nouvelles dispositions du Code des marchés publics. Et apporté des précisions sur la suite des travaux de transposition des directives européennes « marchés publics ».](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/10/2014

Fin des tarifs réglementés d'énergie, début du casse-tête contractuel

[Saisi d'une question sur l'inadaptation du Code des marchés publics aux contrats publics de fourniture d'énergie, le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, dans sa réponse du 16 septembre 2014, apporte des précisions sur les modalités de mise en œuvre de tels marchés. L'occasion de faire le point sur les conséquences de la fin des tarifs réglementés d'énergie fixée au 31 décembre 2014 pour les acheteurs publics.](#)

Source : localtis.info du 1^{er}/10/2014

Urbanisme

Mobilisation du foncier public : la CNAUF accélère

Dans le cadre de sa deuxième session qui s'est tenue mercredi 1er octobre en fin de journée à Paris, la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF) a examiné six dossiers de terrains publics ayant vocation à accueillir des projets de construction de logements. Ses conclusions permettront d'en accélérer les cessions.

Source : le Moniteur du 02/10/2014

Samaritaine: le rapporteur public favorable à une reprise du chantier

Le rapporteur public de la cour administrative d'appel de Paris s'est prononcé jeudi 2 octobre pour la suspension de l'annulation d'un permis de construire du chantier du grand magasin parisien la Samaritaine, ce qui ouvrirait, s'il était suivi, la voie à une reprise des travaux.

Source : le Moniteur du 02/10/2014

Pour la FFB le PLF 2015 entérine le plan de relance du bâtiment mais...

La fédération française du bâtiment a exprimé jeudi 2 octobre sa satisfaction de voir que le projet de loi de finances pour 2015 validait budgétairement toutes les promesses du plan de relance pour le logement mais son président Jacques Chanut alerte sur les menaces qui pourraient annuler leurs effets positifs pour le secteur de la construction.

Source : le Moniteur du 02/10/2014

Nouveau TGI de Paris: le rapporteur public pour la validation du permis de construire

Le rapporteur public a préconisé mercredi 1er octobre la non-admission par le Conseil d'Etat d'un pourvoi formé par l'association la Justice dans la Cité pour obtenir l'annulation du permis de construire du nouveau Palais de Justice de Paris.

Source : le Moniteur du 1^{er}/10/2014

Collection « Études et documents » de la Délégation au développement durable (DDD) du Commissariat Général

[Villes résilientes : premiers enseignements tirés d'une synthèse bibliographique](#)

Source : « Études et documents » n° 114 – Septembre 2014

Environnement

Mieux anticiper les inondations

[Une instruction du ministère de l'Ecologie détaille les actions de l'Etat dans la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels pour 2014-2015. Parmi les actions prioritaires, la plupart sont spécifiques au risque d'inondation.](#)

Source : le Moniteur du 02/10/2014

Projet de loi sur la transition énergétique : les attentes des collectivités territoriales

[Présenté comme « une mise en mouvement des territoires », le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte, discuté à l'Assemblée nationale à partir de ce mercredi 1er octobre, est jugé insuffisant par les collectivités et les ONG.](#)

Source : la gazette des communes du 1^{er}/10/2014

Transition énergétique: les maisons à colombages seraient menacées par la loi

[En Alsace, le projet de loi sur la transition énergétique suscitait mercredi 1er octobre l'inquiétude des défenseurs des maisons à colombages qui craignent que les nouvelles normes en matière d'isolation ne remettent en cause ce bâti symbolique du patrimoine régional.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/10/2014

Collectivité territoriale

La métropole du Grand Paris toujours dans les limbes

[Les élus de la mission de préfiguration se sont mis d'accord, le mardi 30 septembre 2014, pour revoir à la baisse les pouvoirs de la métropole du Grand Paris. Reste, pour eux, à s'entendre sur un cadre précis, lors de leur prochaine réunion, le 8 octobre.](#)

Source : la gazette des communes du 02/10/2014

3,7 milliards d'euros en moins pour les collectivités locales en 2015

[Pas de surprise pour les élus locaux : la baisse de dotations de 11 milliards sur trois ans est confirmée dans le projet de loi de finances 2015.](#)

Source : le courrier des Maires du 1^{er}/10/2014

Intercommunalité : les élus de l'Est parisien veulent changer de braquet

[Réagir Réunis depuis 2000 au sein de l'Association des collectivités territoriales de l'Est parisien \(ACTEP\), des maires de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne entendent constituer l'un des territoires de la future métropole du Grand Paris.](#)

Source : la gazette des communes du 1^{er} 10/2014

Les élus du Grand Paris plaident majoritairement pour une "Métropole d'intégration raisonnée"

[Réunis le 30 septembre en vue de s'accorder sur les vœux qu'ils présenteront au gouvernement, les élus de la Mission de préfiguration de la Métropole du Grand Paris ont tenté de présenter un front uni.](#)

Source : localtis.info du 1^{er}/10/2014

Une région Île-de-France englobant Picardie, Champagne-Ardenne et Centre ?

[L'Institut de la gouvernance territoriale, et ses coprésidents, Jean-Pierre Balligand et Michel Piron, plaident pour un rôle des régions clairement affirmé, tout en souhaitant que l'échelon départemental remplisse une fonction de proximité entre ces futures grandes régions et les métropoles. Ils suggèrent une très grande région Île-de-France.](#)

Source : acteurspublics.com du 30/09/2014

Transport

Lancement des enquêtes publiques pour la LGV Bordeaux-Toulouse et vers l'Espagne

[Du 14 octobre au 8 décembre prochain, vont s'ouvrir les enquêtes publiques pour la première phase du programme de lignes nouvelles de GPSO, grand projet ferroviaire du sud-ouest.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/10/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 32-2014 du 29 septembre 2014 p.1830, *Le retour de la jurisprudence Département des landes ?* par Pascal Combeau

AJDA n° 32-2014 du 29 septembre 2014 p.1840, *Autorité compétente en matière d'autorisations domaniales*, par Norbert Foulquier

La Correspondance de l'Enseigne n° 1254 du 29 septembre 2014 p.1, *Décret Pinel : les impôts à la charge du bailleur...*

Presse

Samaritaine : le rapporteur public favorable à la reprise du chantier

[Le rapporteur public de la cour administrative d'appel de Paris s'est prononcé ce jeudi pour la suspension de l'annulation d'un permis de construire du chantier de la Samaritaine, ce qui ouvrirait, s'il était suivi, la voie à une reprise des travaux.](#)

Source : le Parisien du 02/10/2014